

Unité départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 13/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BSN medical SAS

Rue du Millénaire
BP 22
72320 VIBRAYE

Code AIOT : 0006301139

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2022 dans l'établissement BSN medical SAS implanté Rue du Millénaire BP 22 72320 VIBRAYE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BSN medical SAS
- Rue du Millénaire BP 22 72320 VIBRAYE
- Code AIOT : 0006301139
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site BSN fabrique des bandes plâtrées et adhésives pour le secteur médical. Les unités de fabrication des bandes plâtrées et adhésives ont été visitées, ainsi que le local de stockage de liquides inflammables.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Autosurveillance respect VLE EU8 – Constat visite 2020	AP Complémentaire du 28/06/2021, article 2.9	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Autosurveillance EU2 et EU9 - Constat 2021	AP Complémentaire du 28/06/2021, article 2.10	/	Sans objet
3	Déclaration autosurveillance rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 28/04/2001, article 1	/	Sans objet
6	Autosurveillance des émissions atmosphériques - Constat visite du 23/09/20	AP Complémentaire du 10/05/2010, article 8bis2.1	/	Sans objet
8	Bilan annuel - Constat visite 2020	AP Complémentaire du 10/05/2010, article 8bis4.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Substitution DCM - Constat visite 2020	AP Complémentaire du 28/06/2021, article 2.7	/	Sans objet
5	Valeurs limites de rejets atmosphériques - Constat visite 2020	AP Complémentaire du 10/05/2010, article 14	/	Sans objet
7	Contrôle annuel par un organisme externe	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
9	Capacités de rétention - Constat visite 2020	Arrêté Préfectoral du 27/01/1999, article 4.4.4	/	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie – Constat visite 2020	AP Complémentaire du 28/06/2021, article 2.12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs constats de la visite de 2020 peuvent être levés. Néanmoins les non conformités persistent sur les rejets aqueux de l'unité de dichlorométhane. Des actions correctives sont en cours par l'exploitant qui s'est engagé sur un échéancier. Les actions correctives mises en place pour traiter les non-conformités des rejets atmosphériques en dichlorométhane semblent efficaces. L'inspection reste vigilante et pourra proposer une mise en demeure si les non-conformités réapparaissent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autosurveillance respect VLE EU8 – Constat visite 2020

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2021, article 2.9
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : D – Rejet EU8 associé à la fabrication des masses plâtrées Le débit maximal est limité à 20 m3/j. Les valeurs limites de rejet doivent être respectées.
Constats : <p>Au point de rejet EU8 (rejets unité de traitement du dichlorométhane - DCM), de nombreux dépassements (notamment en 2020) sont observés en DCO et DBO5 (parfois plus de 2 fois la VLE), ainsi que des dépassements ponctuels en cuivre (trois fois en 2020 et 1 fois en 2021) et en DCM (une fois en 2021).</p> <p>L'exploitant a étudié différentes solutions depuis 2018 (changement du produit biocide, analyse des fonctionnements de production) mais qui sont restées inefficaces. En 2020, l'exploitant a rédigé un cahier des charges pour traiter les rejets aqueux sur les paramètres DCO, DBO5, cuivre, DCM et nonylphénols. En 2021, les prestataires consultés sont dans l'impossibilité technique de répondre au cahier des charges (notamment au vu des concentrations actuelles en nonylphénols et DCM déjà trop basses). Début 2022, des échanges avec VEOLIA ont eu lieu pour envoyer les rejets EU8 vers la STEP communale, cependant la STEP n'est pas en mesure de traiter les micropolluants.</p> <p>Actuellement, les échanges se poursuivent et VEOLIA a émis la possibilité d'envoyer les rejets à la STEP après une année de mise en place d'analyse en temps réel et de dévoiement des rejets si nécessaire.</p> <p>L'exploitant recherche un fournisseur pour mettre en place des analyseurs cuivre et DCM avec mesures en temps réel et automatisation du dévoiement des rejets en cas de dépassement (évacuation en déchets dangereux). Après 1 an de mesures, VEOLIA réétudiera la possibilité d'accepter les rejets. Une étude technico-économique est en cours pour budgétiser le projet et sera présentée au groupe ESSITY.</p> <p>Par courrier du 1/12/2022, l'exploitant s'est engagé sur un échéancier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant le 30/06/2023 : mise en place d'un mesurage en ligne automatique - jusqu'à fin 2023 : collecte des données et premières corrections de dérives détectées - avant le 31/12/2024 : réalisation d'une étude technico-économique pour le traitement des rejets non conformes. <p>=> L'inspection sera vigilante aux avancées des actions correctives et au respect de l'échéancier. A l'issue de l'étude technico-économique, l'exploitant devra se positionner sur la solution retenue et sa mise en oeuvre.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Autosurveillance EU2 et EU9 - Constat 2021

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2021, article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Rejets EU2 et EU9 (rejets TAR) L'analyse porte sur les paramètres suivants : Annuelle : Température, pH, débit, MES, Phosphore, Arsenic, Fer, Cuivre, Nickel, Plomb, Zinc Trimestrielle : DCO, Composés organiques halogénés (en AOX), THM, Chlorures, Bromures</p>
<p>Constats : Par sondage, les rapports d'analyse (réalisé par WESSLING) de aout et septembre 2022 ont été examinés. Les rapports d'août (UPA22-031515-1) et de septembre (UPA22-038838-1) identifient bien les points de rejets des TAR EU2 et EU9. Les analyses de septembre ont bien été réalisées sur les paramètres à surveiller mentionnés dans l'AP sauf pour le pH, les THM, les MES et le phosphore, arsenic, fer, cuivre, nickel, plomb, zinc pour les rejets des TAR. L'exploitant a indiqué en séance que les paramètres manquant seront ajoutés à la prochaine analyse.</p> <p>Par mail du 18/11/22, l'exploitant a envoyé la demande de prise en compte pour les métaux, phosphore et MES mais le bon de commande ne mentionne pas les THM.</p> <p>=> Le constat de 2021 est renouvelé. L'exploitant justifiera que tous les paramètres mentionnés ci-dessus sont bien surveillés trimestriellement pour les THM et annuellement pour les autres paramètres, en cas d'absence une mise en demeure sera proposée au préfet pour que la surveillance soit conforme à l'article 2.10 de l'APC.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déclaration autosurveillance rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2001, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats : L'exploitant transmet régulièrement la surveillance des rejets aqueux, cependant elle n'est pas réalisée sur le site GIDAF.</p> <p>=> Une télédéclaration de la surveillance des rejets aqueux doit être réalisée sur le site GIDAF conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/06/2021.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Substitution DCM - Constat visite 2020

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2021, article 2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met à jour régulièrement l'étude sur l'état de l'art relatif à la substitution du dichlorométhane dans ses procédés de fabrication sur la base de celle réalisée en 2021. Cette étude est mise à disposition de l'inspection
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas d'avancées sur le sujet.
Observations : L'exploitant maintiendra une veille active sur la substitution du dichlorométhane.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Valeurs limites de rejets atmosphériques - Constat visite 2020

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/05/2010, article 14																																				
Thème(s) : Risques chroniques, Air																																				
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																																				
Prescription contrôlée : Dichlorométhane L'exploitant met en place les moyens et dispositions permettant de réduire le facteur d'émission du dichlorométhane. Le facteur d'émission correspond à la quantité de dichlorométhane émise à l'atmosphère sous forme canalisée et diffuse rapportée à la quantité utilisée. Le facteur d'émission est : <table><tr><td>2,5</td><td>au</td><td>maximum</td><td>de</td><td>:</td></tr><tr><td>5</td><td>%</td><td>en</td><td>moyenne</td><td>annuelle</td></tr><tr><td></td><td>%</td><td>en</td><td>moyenne</td><td>mensuelle.</td></tr></table> La quantité totale émise est au maximum de 58 t/an. COV non spécifique Le rejet de solvants provenant de préparations incompatibles avec le système de récupération est limité à 10 t/an, L'exploitant met en place les moyens et dispositions permettant de réduire le facteur d'émission des composés organiques volatils utilisés pour la préparation des masses et l'enduction des bandes avec des masses fabriquées ou achetées. Le facteur d'émission correspond à la quantité de composés organiques volatils émise à l'atmosphère sous forme canalisée et diffuse rapportée à la quantité utilisée. Le facteur d'émission est au maximum de : <table><tr><td>-</td><td>9,75</td><td>%</td><td>en</td><td>moyenne</td><td>annuelle</td></tr><tr><td>-</td><td>20</td><td>%</td><td>en</td><td>moyenne</td><td>mensuelle.</td></tr></table> La quantité totale émise par an est au maximum de 72 t/an, y compris les rejets provenant de la mise en œuvre de solution acrylique.										2,5	au	maximum	de	:	5	%	en	moyenne	annuelle		%	en	moyenne	mensuelle.	-	9,75	%	en	moyenne	annuelle	-	20	%	en	moyenne	mensuelle.
2,5	au	maximum	de	:																																
5	%	en	moyenne	annuelle																																
	%	en	moyenne	mensuelle.																																
-	9,75	%	en	moyenne	annuelle																															
-	20	%	en	moyenne	mensuelle.																															
Constats : D'après le PGS/schéma de maîtrise des émissions de 2020, la consommation de solvants est en légère baisse par rapport à 2019. Les émissions totales de COV non spécifiques sont de 54,6 tonnes dont 4,2 tonnes sans passer par le système de traitement. Les facteurs d'émission mensuel (<0,03 %) et annuel (7,71 %) sont respectés. Les émissions de dichlorométhane en 2020 sont de 11,64 t et les facteurs d'émission mensuel (<0,45%) et annuel (0,32 %) sont respectés. D'après le PGS/SME 2021, la consommation de solvants est en légère hausse (73t) Les émissions totales de COV non spécifiques sont de 60,16 tonnes dont 8,48 tonnes sans passer par le système de traitement. Les facteurs d'émission mensuel (<0,2%) et annuel (8,89 %) sont respectés. les émissions de dichlorométhane en 2021 sont de 10 t et les facteurs d'émission mensuel (max 4,18%) et annuel (0,53 %) sont respectés.																																				
Type de suites proposées : Sans suite																																				
Proposition de suites : Sans objet																																				

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/05/2010, article 8bis2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base de 24 heures. [...] Une fois par an, les mesures de validation des paramètres mesurés au titre de l'autosurveillance sont effectuées par un organisme agréé dans des conditions de fonctionnement représentative de l'activité.</p>
<p>Constats : D'après les relevés mensuels d'autosurveillance des rejets air, les valeurs limites en essence sont respectées sur le 2e semestre 2020, l'année 2021 et le 1er semestre 2022 (résultats non-conformes inférieurs au seuil de 10% sur 24h).</p> <p>En revanche, les rejets en dichlorométhane dépassent fréquemment le seuil de 10% de résultats non conformes sur 24h en dépassant parfois deux fois la valeur limite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2020 (2e semestre) : 2 jours en novembre et 3 jours en décembre (dont 1 à 5% deux fois supérieurs à la valeur limite) - 2021 : seuls les rejets des mois d'août et octobre sont conformes. Les dépassements les plus fréquents sont sur les mois de janvier/février/décembre (pouvant aller jusqu'à 58% sur 24h de résultats non conformes) - 2022 (1er semestre) : de janvier à avril 7 jours par mois où les rejets sont non conformes (pouvant aller jusqu'à 47% sur 24h), 1 à 3 jours de non conformité sur les mois de mai/juin. <p>L'exploitant attribue les non conformités à la mauvaise adsorption des charbons de l'unité de traitement en période de temps humide. Un sècheur (de location) d'air entrant dans les charbons se déclenchant en fonction de l'hygrométrie a été mis en place depuis octobre. De plus les charbons ont été changés sur un adsorbeur en août 2022.</p> <p>Les résultats de juillet à novembre 2022 montrent que depuis la mise en place du sècheur, les rejets en dichlorométhane sont conformes (en dessous de la valeur de 10% de la série de résultats non conformes).</p> <p>=> L'exploitant veillera à ce que les rejets en dichlorométhane restent conformes. Des actions correctives seront mis en place sans délai en cas de dépassement. Le cas échéant, l'inspection pourra proposer une mise en demeure.</p> <p>Par ailleurs, le tableau de surveillance des rejets appelle la remarque suivante : les résultats d'autosurveillance ne sont pas clairs sur le pourcentage de résultats pouvant dépasser les valeurs limites (un pourcentage pour les rejets > 10% du temps et un % pour les rejets plus de deux fois la VLE, est ce que ces derniers sont inclus dans les 10% ?).</p> <p>=> L'exploitant clarifiera les données relatives au pourcentage de temps non conforme : le pourcentage sur 24h de résultats non conformes doit être global (en précisant la part de pourcentage au dessus de 2 fois la valeur limite).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Contrôle annuel par un organisme externe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA)
Constats : Les résultats du contrôle inopiné des rejets atmosphériques du 24/02/2021 par la société IRH réalisé sur les rejets ne passant pas l'unité de traitement sont conformes (COV < à 50 mg/Nm3). Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques du 16 au 11/12/21 par la société DEKRA montrent que les résultats sont conformes en dichlorométhane sur les rejets de l'unité d'adsorption dichlorométhane et conformes en équivalent heptane sur les rejets de traitement de l'unité d'adsorption essences.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/05/2010, article 8bis4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisés ; - de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Ce bilan concerne au minimum, d'après les éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées, les substances suivantes le dichlorométhane, utilisé à plus de 10t/an, et les composés organiques volatils. - quantités, nature, conditions d'élimination des déchets dangereux produits (en cas de production totale annuelle supérieure à 10 t)
<p>Constats :</p> <p>Le site BSN est concerné par la rubrique 1978 de la nomenclature des installations classées correspondant aux activités listées à l'annexe VII de la directive IED. Le chapitre V de la directive IED fait référence aux installations utilisant des solvants indépendamment du classement IED.</p> <p>La déclaration GERE 2021 comporte bien la mention faisant référence aux solvants. Cependant quelques clarifications sont à apporter dans la partie concernant les solvants mention de danger : le DCM n'est pas comptabilisé et la substance à mention de danger n'est pas identifiée.</p> <p>=> L'exploitant veillera à compléter les informations de la partie solvant de la déclaration GERE sur les points mentionnés ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Capacités de rétention - Constat visite 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/1999, article 4.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention, de volume au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% de la capacité du plus grand réservoir - 50% de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. <p>Chaque cuvette est étanche, vide en fonctionnement normal, résistante aux fluides (agressivité, pression), et aux chocs (collision), et aménagée pour séparer les produits incompatibles entre eux. Les aires de manipulation de ces produits répondent aux mêmes objectifs.</p>
<p>Constats : Constats : Le jour de la visite, l'inspection a constaté 48 fûts pour un stockage maximal de 50 fûts dans le local produits inflammables sur une rétention intégrée d'environ 9700 litres.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie – Constat visite 2020

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2021, article 2.12
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les moyens de secours pour la prévention et de défense contre l'incendie sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 système d'alarme et de détection automatique incendie RIA, 1 volume de 2800 L d'émulseurs, 3 poteaux incendie situés sur le site, 2 aires d'aspiration dans la Brayé : à l'intérieur du site entre le bâtiment 1115 et 1122 et en aval à l'extérieur du site (après le pont). <p>Une reconnaissance opérationnelle initiale des deux aires d'aspiration doit être effectué par le service départemental d'incendie et de secours de la Sarthe.</p>
<p>Constats : Le constat initial de la visite de 2020 sur l'insufisance des moyens incendie n'a plus lieu d'être suite à la modification de la prescription. Les moyens incendie sont conformes à la prescription de l'arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet